REVUE INTERNATIONALE DAMBE
REVUE SEMESTRIELLE MULTIDIMENSIONNELLE DU CERFDES
ISSN : 1987- 1996

VOLUME 1 - NUMERO 2
JUIN 2025

MUTATIONS SOCIÉTALES EN AFRIQUE : REGARDS CROISÉS

https://revuedambe.cerfdesconsulting.com

Bamako-Mali

Revue Internationale DAMBE

Valorisation des savoirs endogènes et promotion de la recherche scientifique.

PRESENTATION

La revue Internationale « Dambé » qui est un mot bambara signifiant la dignité, est une revue qui vise à promouvoir la recherche scientifique en mettant en valeur les savoirs endogènes en Afrique et ailleurs. C'est une revue semestrielle adossée au Centre d'études, de Recherche et de Formation sur les Dynamiques Économiques, Environnementales et Sociales (CERFDES). À l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an (Juin et Décembre).

Ayant un intérêt particulier pour les sciences sociales, elle reçoit des contributions de doctrine livrant des réflexions sur toutes les questions ou problématiques actuelles dans des domaines tels que, la géographie, l'économie, le droit, la santé et tout autre sujet concernant les sciences sociales, humaines et environnementales.

Les articles soumis à la revue Dambé sont évalués de façon rigoureuse par un comité scientifique et de lecture composés de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de diverses nationalités et de spécialités variées. Tous les articles publiés restent accessibles librement par les auteurs ainsi que par les lecteurs sur le site de la revue, à l'exception des numéros spéciaux.

COMITE EDITORIAL

Président du Comité Scientifique

Pr Balla DIARRA, Professeur titulaire en Géographie, École Nationale d'Administration

Coordinateur Scientifique

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences en sociologie de la santé, INFTS

Rédacteur en Chef

Dr Idrissa DEMBELE, Maître assistant en droit, USJPB

Rédacteur en Chef Adjoint

Dr Adama Koné, Géographe, CERFDES

Coordonnateur des Rubriques Sciences de la Santé

Dr Abdoul Salam DIARRA, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali

Directeur de publication

Dr Malick TIMBINE, Maître assistant en Géographie, environnement et santé, ISH

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Balla DIARRA, Géographie, Ecole Nationale d'Administration, Mali

Pr Flatie OUATTARA, philosophie, Université Joseph K. Zerbo, Burkina Faso

Pr Seydou MARIKO, Géographie, Ensup de Bamako, Mali

Pr Cheich Hamala TOURE, Professeur titulaire, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB), Mali

Pr Brema Ely DICKO, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Aboubacar Sidiki COULIBALY, littérature anglaise, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Belco OUOLOGUEM, Philosophie, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Nouhoum TANDINA, Maitre de Conférences CAMES, USJPB

Dr Amadou TRAORE, Maître de conférences CAMES en sociologie, Université de Ségou.

Dr Fodié TANDJIGORA, Sociologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Boureima TOURE, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Seydou LOUA, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Abdoulaye GUINDO, Anthropologie médicale, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Kawélé TOGOLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Almamy SYLLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Amadou BAMBA, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Baba COULIBALY, Géographie Maître de Recherche à l'ISH. Mali

Dr Aimé Assué YAO, Géographie, Maître de conférences CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'ivoire.

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Papa Fara DIALLO, Maitre de conférences en sciences politiques, Université Gaston Berger de saint Louis, Sénégal

Dr Boubacar dit Dédé TRAORE, Archéologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr N'Gna TRAORE, anthropologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr Issa DIALLO, Maitre de conférences en sociologie de la santé, INFTS.

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB.

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Allaye NIANGALY, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Abdoul SOGODOGO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Oumar Toumaly DIALLO, Maitre de conférences, USJPB

Dr Samba SOGOBA, Maître de Conférences, USJPB

Dr Yamadou CAMARA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Ahmed SAMAKE, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Fousseyni DOUMBIA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Sounko SISSOKO, Maitre de Conférences, Université de Ségou

Dr Lamine SANDY, Sociologie, Maitre de recherche, INFTS, Mali

COMITE DE LECTURE

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences des Universités du CAMES en sociologie de la santé, INFTS

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Éducation, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Yacouba TENGUERI, Maître-assistant CAMES Sociologie, Université de Dédougou, Burkina Faso.

Dr Amadou BAMBA, Maitre-assistant CAMES, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Yéo LANZENI, Maître-assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.

Dr Mesmer Luther GUEUYOU, Centre d'études de droit international de l'université Paris Ouest, Enseignant chercheur à l'université de Nantes.

Dr Solim ALEKA, Docteur en Droit public, Ministère de la Santé du TOGO.

Dr Hamidou NAPARE, Sciences de l'éducation, Chargé de Recherches à l'INFSS.

Dr Bakaye TOGOLA, Anglais, études africaines et postcoloniales, UCAD

Dr Issa TOGOLA, Maître assistant en Géographie, Institut de sciences humaines, Bamako.

Dr Soufiana Souleymane MAIGA, didactique des langues université de touba Arabe.

Dr Drissa TRAORE, Maître assistant CAMES, Université de Daloa, RCI.

Dr Tiecoura Hamed COULIBALY, Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo.

Dr Siaka DOUMBIA, Maître assistant en Géographie, Université de Ségou.

Dr Francis Birama Daba SARR, philosophe, Université cheikh Anta Diop de Dakar.

Dr Falingué KEITA, Économie, USSGB.

Dr Harouna BAGAYOKO, Géographie, USSGB.

Dr Adama KONÉ, Géographie, Université de gestion et de développement durable de Bamako.

Dr Amadou SOW, Droit, Centre d'Etudes, de Recherche et de Prospective en Afrique – CERPA (Mali).

Dr Ibrahima BAMBA, Droit, Institut de pédagogie universitaire de Bamako (IPU)

Dr Lassine DIARRA, Maître-Assistant USJPB.

Dr Adama KONE, Géologie, Maître-Assistant à la FST

Dr Issa OUATTARA, Maître assistant en Géographie, INFTS de Bamako.

Dr Oumar DEMBELE, Géographie, point SUD.

Dr Oumar KONÉ, philosophie, USLHB.

Dr Abdou Bougoury TRAORE, Économie de l'environnement, USSGB.

Dr Lassina TOGOLA, logisticien, USSGB.

Dr Ousmane DOUMBIA, Marketing communication, USSGB.

Dr Toumani KANTE, sciences agronomiques, IER.

Dr Youssouf GUINDO, Géographie de l'environnement, ENSUP.

Dr YAO Koffi Bertrand, Maître assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouet Boigny d'Abidjan.

Dr Abdoulaye MAIGA, Économie politique, USSGB.

Dr Abdoul wahab Issiaka MAIGA, Administration Éducative et planification. Université privée Attaoune (UPA), BAMAKO

Dr Ousmane Famagan KONATE, Droit public.

Dr Malick TIMBINE, Géographie, environnement et Santé, Maître-Assistant à l'ISH.

Dr Moussa FOFANA, anthropologie de la santé, Maître-Assistant à L'ISH.

Dr Lala Aïché TRAORE, Lettre Moderne, Maître- Assistant à l'ISH.

Dr Yaya SIDIBE, Économie, Maître Assistant à l'USSGB.

Dr Mamoutou BERTHE, Philosophie à l'ENSup.

Dr Abdoulaye N'Tigui KONARE, économiste, Maître- Assistant à l'USSGB.

Dr Boubacar KONATE, Maître-Assistant à l'INFTS.

Dr Ousmane SY, Maître de recherche, Epidémiologiste, Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique, Bamako, Mali.

Dr Abdoul Salam Diarra, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali.

Dr Idrissa DEMBELE, droit, Maitre-Assistant, USJPB

Dr Bengaly GUINDO, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Sory Ibrahim Maiga, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Mohamed BERTHE, droit Maitre-Assistant, École supérieur de journalisme et des sciences de la communication, Bamako

Dr Seydou MALLET, droit, USJPB

Dr Oumar CAMARA, droit, Maitre-Assistant en droit USJPB

Dr Bakary KONE, Maitre-Assistant à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako.

Dr Lamine Boua COULIBALY, Géographie, Maitre-Assistant à l'Université de Ségou.

Dr Soumaila COULIBALY, Psychologie, Enseignant chercheur à l'université des sciences sociales et de gestion de Bamako.

Dr Seydou Soungalo COULIBALY, Sciences de l'éducation, à l'IPU de Bamako.

Dr Ibrahim Amara DIALLO, Philosophie politique et morale, ULSHB.

Dr Ibrahim KONE, relations internationales, FSAP, Bamako

Dr Moïse Jean, Docteur en droit public à l'Université de Nanterre, Chercheur postdoctoral à l'Université de Genève.

SOMMAIRE

Adama KONE, Tenemaka SANOGO, Oumar DEMBELE, Malick TIMBINE

FILLES DOMESTIQUES DANS LE PROCESSUS MIGRATOIRE A BAMAKO : CAS DE LA COMMUNE V. 1

FEMALE DOMESTIC WORKERS IN THE MIGRATION PROCESS IN BAMAKO: THE CASE OF COMMUNE V 1

Didier Kouamé KONAN, Seydou DIARRA, Koulotioloma Issa SORO, Narcisse ASSI-KAUDJHIS

GESTION DU SOL URBAIN ET RECOMPOSITION SPATIALE DANS LA COMMUNE DE SONGON 24

URBAN LAND MANAGEMENT AND SPATIAL RECOMPOSITION IN THE COMMUNE OF SONGON 24

Youssouf TRAORE, Baba COULIBALY

DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL AU MALI : DYNAMIQUES HISTORIQUES, TRANSFORMATIONS SOCIOECONOMIQUES ET ROLES DES ACTEURS TERRITORIAUX DANS LES COMMUNES RURALES DE BAGUINEDA-CAMP ET KALABANCORO 43

DECENTRALIZATION AND LOCAL DEVELOPMENT IN MALI: HISTORICAL DYNAMICS, SOCIOECONOMIC TRANSFORMATIONS, AND THE ROLES OF LOCAL ACTORS IN THE RURAL MUNICIPALITIES OF BAGUINEDA-CAMP AND KALABANCORO..... 43

Kouamé Fréderic N'DRI, Emile Aurélien AHUA

COMSOMMATION DES PRODUITS AVICOLES CHEZ LES ETUDIANTS : ANALYSE COMPARÉE DANS LES VILLES DE SAN-PEDRO ET DE BOUAKE 67

CONSUMPTION OF POULTRY PRODUCTS AMONG STUDENTS: A COMPARATIVE ANALYSIS IN THE CITIES OF SAN-PEDRO AND BOUAKE 67

COULIBALY Tiécoura Hamed, N'ZUE Koffi Pascal, GOLI Kouakou Camille, KOUASSI Kouamé Sylvestre

PENSER LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL AUTREMENT : L'APPROCHE MICMAC APPLIQUEE AU DISTRICT AUTONOME DU SASSANDRA -MARAHOUE (CENTRE OUEST IVOIRIEN) 86

RETHINKING TERRITORIAL DEVELOPMENT: THE MICMAC APPROACH APPLIED TO THE SASSANDRA-MARAHOUÉ AUTONOMOUS DISTRICT (CENTRAL-WESTERN CÔTE D'IVOIRE)..... 86

NDJELEBO-OTIBI Helsie-Danicha, BIVEGUE-BIVEGUE André Géraud Le Brun, BILOGHE BENGONE Chancia, ZOO EYINDANGA René Casimir

GESTION DES DECHETS MENAGERS DANS LE PREMIER ARRONDISSEMENT DE NTOUM 108

HOUSEHOLD WASTE MANAGEMENT IN THE FIRST DISTRICT OF NTOUM 108

Oumar PLEA, Alassane TOURE

ORPAILLAGE ET RISQUE DE DEGRADATION DES SERVICES ECOSYSTEMIQUES D'APPROVISIONNEMENT, DANS LA COMMUNE RURALE DE SITAKILY/LOULO/CERCLE DE KENIEBA..... 134

GOLD PANNING AND THE RISK OF DEGRADATION OF SUPPLY ECOSYSTEM SERVICES IN THE RURAL COMMUNE OF SITAKILY/LOULO/KENIEBA CIRCLE..... 134

Salif SOUMARE, Seydou MARIKO, Djibrilla Alhadji CISSE et Dommo TIMBELY

PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA : EVOLUTION CLIMATIQUE ET PERCEPTION DE LA POPULATION LOCALE..... 152

BAGUINEDA IRRIGATED AREA: CLIMATE CHANGE AND THE PERCEPTION OF THE LOCAL POPULATION 152

Oumar SIDIBÉ

ANALYSE DE LA SITUATION DE L'ESPECE *VITELLARIA PARADOXA* (KARITE) DANS UN CONTEXTE DE LA DEFORESTATION DANS LA COMMUNE RURALE DE BINKO 168

ANALYSIS OF THE SITUATION OF THE SPECIES VITELLARIA PARADOXA (SHEA) IN THE CONTEXT OF DEFORESTATION IN THE RURAL COMMUNE OF BINKO 168

Anna DIALLO

UTILISATION ET MODES D'APPROVISIONNEMENT EN SOURCES D'ENERGIES DOMESTIQUES DANS LA COMMUNE DE KITA 188

USE AND SUPPLY METHODS OF DOMESTIC ENERGY SOURCES IN THE COMMUNE OF KITA 188

SOUMANA Abdoul-wahab

FACTEURS EXPLICATIFS ET IMPLICATIONS DE L'ENGOUEMENT DES FEMMES MARIEES POUR L'APPRENTISSAGE DES SCIENCES ISLAMIQUES DANS LES ECOLES CORANIQUES DE LA VILLE DE ZINDER 208

EXPLANATORY FACTORS AND IMPLICATIONS OF MARRIED WOMEN'S ENTHUSIASM FOR LEARNING ISLAMIC SCIENCES IN QURANIC SCHOOLS IN THE CITY OF ZINDER 208

NKONGOLO KAAJILA Dieudonné, BAYA MUZELA Jean Claude

DETERMINANTS DE LA STRUCTURATION DES ACTEURS DES FILIERES AGROALIMENTAIRES AU KASAÏ-ORIENTAL EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO..... 224

FACTORS DETERMINING THE STRUCTURE OF AGRI-FOOD INDUSTRY PLAYERS IN KASAÏ-ORIENTAL IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO 224

KABEYA KABEYA Cédrick, BIUMA LUMBALA Naomie

PROFIL DES DIRIGEANTS ET PERFORMANCE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES A MBUJIMAYI (REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO) 237
MANAGEMENT PROFILES AND PERFORMANCE OF SMALL AND MEDIUM-SIZED BUSINESSES IN MBUJIMAYI (DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO) 237
Moussa FOFANA
SEXUALITE ET RECOURS AUX SAVOIRS ENDOGENES DE CONTRACEPTION CHEZ LES ADOLESCENTES DE LA COMMUNE VI DU DISTRICT DE BAMAKO (MALI) 265
SEXUALITY AND USE OF ENDOGENOUS CONTRACEPTIVE KNOWLEDGE AMONG ADOLESCENT GIRLS IN COMMUNE VI, DISTICT OF BAMAKO (MALI) 265
Oumarou AROU, Malick TIMBINE, Moussa FOFANA
ROLE DES RELAIS COMMUNAUTAIRES DE SANTE (RCS) ET DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS (PTF) DANS LA PREVENTION DU PALUDISME AU MALI : L'EXEMPLE DES CENTRES DE SANTE COMMUNAUTAIRE DE SENOU (A. SA.CO.SE) ET DE YIRIMADIO (A. SA.CO. YI) 284
THE ROLE OF COMMUNITY HEALTH RELAYS (CHNS) AND TECHNICAL AND FINANCIAL PARTNERS (TFPS) IN MALARIA PREVENTION IN MALI : THE EXAMPLE OF THE SÉNOU (A. SA.CO.SE) AND YIRIMADIO (A. SA.CO. YI) COMMUNITY HEALTH CENTRES 284
Boucari DJIGUIBA, Kanchi GOITA
OBSTACLES LIES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LE DISTRICT DE BAMAKO (MALI) 301
OBSTACLES TO THE FIGHT AGAINST CHILD LABOR IN THE DISTRICT OF BAMAKO (MALI) 301
Koiworo COULIBALY
ETAT DES LIEUX DE L'INSTRUMENTATION DU KONABERE (BOBOFING) AU MALI ET PERPECTIVES 322
STATE OF PLAY OF THE INSTRUMENTATION OF KONABERE (BOBOFING) IN MALI AND PERPECTIVES 322
Bassy KANOUTE
SECTEUR INFORMEL DANS L'ECONOMIE MALIENNE, ENTRE SURVIE ET MOTEUR ECONOMIQUE : CAS DU DISTRICT DE BAMAKO 336
THE INFORMAL SECTOR IN THE MALIAN ECONOMY: BETWEEN SURVIVAL AND ECONOMIC DRIVER: THE CASE OF THE DISTRICT OF BAMAKO 336
JEANCY TSHILENGI TSHIUNZA
CHOMAGE ET ACCES AU PREMIER EMPLOI DES JEUNES DIPLOMES D'UNIVERSITES : CAS DE LA VILLE DE MBUJIMAYI, RDC 353
UNEMPLOYMENT AND ACCESS TO FIRST JOBS FOR UNIVERSITY GRADUATES: THE CASE IN MBUJIMAYI, DRC 353
ZOLO-M'BOU Dergy-Strede
VARIABILITE SPATIO-TEMPORELLE DES ILOTS DE CHALEUR URBAINS DANS L'AGGLOMERATION DE LIBREVILLE (GABON), A PARTIR DES MESURES IN SITU DE LA TEMPERATURE DE L'AIR DURANT LA PERIODE 2022-2023 ET THERMOGRAPHIES LANDSAT. 369
SPATIO-TEMPORAL VARIABILITY OF URBAN HEAT ISLANDS IN THE LIBREVILLE AGGLOMERATION (GABON), BASED ON IN SITU MEASUREMENTS OF AIR TEMPERATURE DURING THE PERIOD 2022-2023 AND LANDSAT THERMOGRAPHS. 369
Lassina BERHE, Malick TIMBINE
ETUDES DU RECOURS AUX SOINS PAR LES USAGERS DU CENTRE DE SANTE DE REFERENCE DE KALABAN CORO AU MALI 396
STUDIES ON ACCESS TO HEALTHCARE BY USERS OF THE KALABAN CORO REFERENCE HEALTH CENTER IN MALI 396

CHOMAGE ET ACCES AU PREMIER EMPLOI DES JEUNES DIPLOMES D'UNIVERSITES : CAS DE LA VILLE DE MBUJIMAYI, RDC

UNEMPLOYMENT AND ACCESS TO FIRST JOBS FOR UNIVERSITY GRADUATES: THE CASE IN MBUJIMAYI, DRC

JEANCY TSHILENGI TSHIUNZA

Licencié en Sciences économiques et de gestion ; Assistant à l'université de Mbujimayi, campus de TSHIKAMA ; Contrôleur du Travail à l'Inspection Générale du Travail/MBUJIMAYI

Email : jeancytshilengi860@gmail.com

Résumé

Le système éducatif congolais a toujours promu les études universitaires pour les jeunes. Malheureusement, un grand pourcentage de ces derniers se retrouve en chômage suite à des multiples raisons que nous avons voulu connaître au travers de cette étude. Le chômage des jeunes diplômés d'universités est un problème persistant en République démocratique du Congo (RDC) en général et dans la ville de MBUJIMAYI, en particulier. Ce phénomène est exacerbé par le manque d'emplois dans le secteur formel, l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché, faible offre d'emploi, le népotisme ou encore le monnayage d'emploi par certains employeurs, etc.

Cette étude a été faite par une approche méthodologique hypothético-déductive partant de l'observation du chômage des jeunes après leurs études universitaires dans la ville de MBUJIMAYI, en particulier. Les enquêtes ont été menées avec le support de Google Forms.

Après récolte des avis des jeunes diplômés dans la ville de Mbujimayi, les résultats révèlent que 103 jeunes interrogés sur 384 (soit 26,82%) expliquent leur chômage par le faible niveau d'offre sur le marché d'emploi ; 69/384 jeunes diplômés d'ESU soit 17,97% expliquent cette situation par le manque d'expérience professionnelle avérée ; 67/384 soit 17,45% par une préférence pour le secteur public ; 36/384 soit 9,38% par le monnayage d'emploi par certains employeurs ; 32/384 soit 8,33% par le népotisme qui caractérise certains chefs d'entreprises ; 29/384 soit 7,55% par l'inadéquation entre le niveau de formation des jeunes diplômés d'ESU et les besoins sur le marché ; 25/384 soit 6,51% par le manque d'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat des jeunes et enfin 23/384 soit 5,99% disent ne pas vouloir travailler car

jugeant certains emplois (ou certaines rémunérations) comme non adapté(e)s à leur niveau d'étude.

Mots-clés : **Chômage, emplois, jeunes, diplômés, Université.**

Abstract

The Congolese education system has always promoted higher education for young people. "Unfortunately, a large percentage of these people find themselves unemployed due to multiple reasons that we wanted to understand through this study. The unemployment of recent university graduates is a persistent problem in the Democratic Republic of Congo (DRC) in general and in the city of MBUJIMAYI, specifically. This phenomenon is exacerbated by the lack of jobs in the formal sector, The mismatch between training and market needs, the low number of job opportunities, nepotism or the monetization of employment by some employers, etc. This study employed a hypothetico-deductive methodological approach, starting from the observation of youth unemployment after their university studies in the city of MBUJIMAYI, specifically. The surveys were conducted with the support of Google Forms.

After collecting the opinions of young graduates in the city of Mbujimayi, our results reveal that 103 young people questioned out of 384 (i.e. 26.82%) explain their unemployment by the low level of supply on the job market, 69/384 young ESU graduates, or 17.97%, explain this situation by the lack of proven professional experience; 67/384, or 17.45% by a preference for the public sector; 36/384, or 9.38% by the monetization of employment by certain employers; 32/384 or 8.33% by the nepotism which characterizes certain business leaders; 29/384 or 7.55% by the mismatch between the level of training of young ESU graduates and the needs on the market; 25/384 or 6.51% by the lack of initiative and entrepreneurship on the part of these young people and finally 23/384 or 5.99% said they did not want to work because they judged certain jobs (or certain salaries) as not adapted to their level of education.

Keywords: Unemployment, Employment, young people, Graduates, University.

Introduction

La RDC reste un pays essentiellement jeune. Près de 6 congolais sur 10 ont moins de 18 ans (Ministère du Plan de la RDC, 2021). Cette situation influe sur chaque aspect de la vie

économique, sociale et politique du pays. Elle constitue en outre la meilleure opportunité jamais offerte au pays. Les jeunes incarnent un gisement croissant de talents et d'ingéniosité humaine, des facteurs historiquement importants du dynamisme de l'économie. Cependant, la réalisation de ce potentiel n'est pas acquise, et elle demandera des choix politiques astucieux. Une population majoritairement jeune ne présente un avantage que si l'économie est en mesure de créer des emplois productifs avec des salaires qui progressent. Étant donné le rythme de l'évolution démographique, le défi n'est que plus complexe, principalement si l'action publique tarde et ne se fonde pas sur des faits.

Le chômage est un phénomène social qui s'accroît sans cesse notamment dans la population des jeunes et la RDC n'est pas épargnée par ce fléau qui a touché et touche toutes les catégories de la société sans exception aussi bien les garçons que les filles, les diplômés des universités que ceux dépourvus de diplômes, de qualification ou de compétences professionnelles tout court. De ce fait, nous constatons une situation de déséquilibre entre l'offre du marché du travail et le nombre excessif de diplômés.

Dans les économies occidentales, la croissance est de plus en plus fondée sur l'exploitation des connaissances scientifiques. Cependant, dans ces économies, on observe, depuis les années 1990, qu'une proportion importante de diplômés se trouve en situation d'emploi précaire ou au chômage (Bolito R., 2014).

La RDC n'est pas en reste de ce phénomène. En effet, le nombre des diplômes universitaires en RDC a connu ces dernières décennies une augmentation sensible. Selon l'annuaire statistique de Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (2008), 308739 étudiants étaient inscrits à l'année académique 20072008 et 379867 étudiants en 2008-2009, soit une augmentation de 71.128 étudiants. En proportion, la croissance est donc de 23%. Cet accroissement est théoriquement favorable à l'amélioration de la qualité de la main- d'œuvre de haut niveau, facteur indispensable pour amorcer le processus du développement économique et social. Cependant, cette augmentation de diplômés déversés sur le marché de l'emploi rencontre toujours le problème d'absorption. Les moyens utilisés pour rechercher l'emploi sont repris comme suit : les relations personnelles (78,7%), puis directement auprès des employeurs (13,5%) et enfin (0,6%) auprès de l'Office National pour l'Emploi (Enquête 1-2-3, 2004-2005).

En somme, le taux de chômage est élevé pour l'ensemble du pays et cela touche, en particulier, plus les diplômés universitaires. Comme l'avait déjà constaté Lututala (2002), « la production du système éducatif évolue indépendamment des possibilités d'emploi du système économique ». Norro (1969) soulignait aussi que : « ... plus loin ces futurs diplômés diront que le problème n'est pas que l'université formerait trop de diplômés, il est plutôt que le secteur économique qui n'emploie pas assez ». Des études ont montré également qu'au Cameroun, 72% de jeunes travaillent dans le secteur informel (Mambou, 2006). En allant au Côte d'Ivoire, Bomisso (2008) trouve que la part des chômeurs dans la ville de Yaoundé est estimée à 34% et qu'elle est constituée plus par des primo-demandeurs d'emploi. Au canada, Boudarbat et Chernoff (2009), ont démontré que 35% de diplômés universitaires occupent des emplois qui ne correspondent pas avec leurs études universitaires.

De tout ce qui précède, il est opportun de vouloir comprendre les problèmes de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. Comprendre ces problèmes revient à identifier les obstacles liés à l'insertion professionnelle.

L'objectif fondamentale de recherche est donc celle de savoir les facteurs qui handicapent le plus l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de l'ESU dans la ville de MBUJIMAYI.

1.Methodologie

Partant d'une approche qualitative, le raisonnement est hypothético-déductif. C'est une évidence, en effet, par une longue observation, que plusieurs diplômés sont confrontés au chômage dès la sortie du système scolaire. Ce qui a obligé d'essayer d'en déterminer Quelques facteurs explicatifs. Pour y parvenir, un questionnaire, en ligne par Google forms, a été adressé à des anciens finalistes des universités de la ville de MBUJIMAYI (Université de Mbujimayi et Université officielle de Mbujimayi), Sans tenir compte de leur état de chômage ou d'emploi, du lieu de résidence, ils sont de différentes générations. La recherche n'est donc pas spécifique ni ciblée.

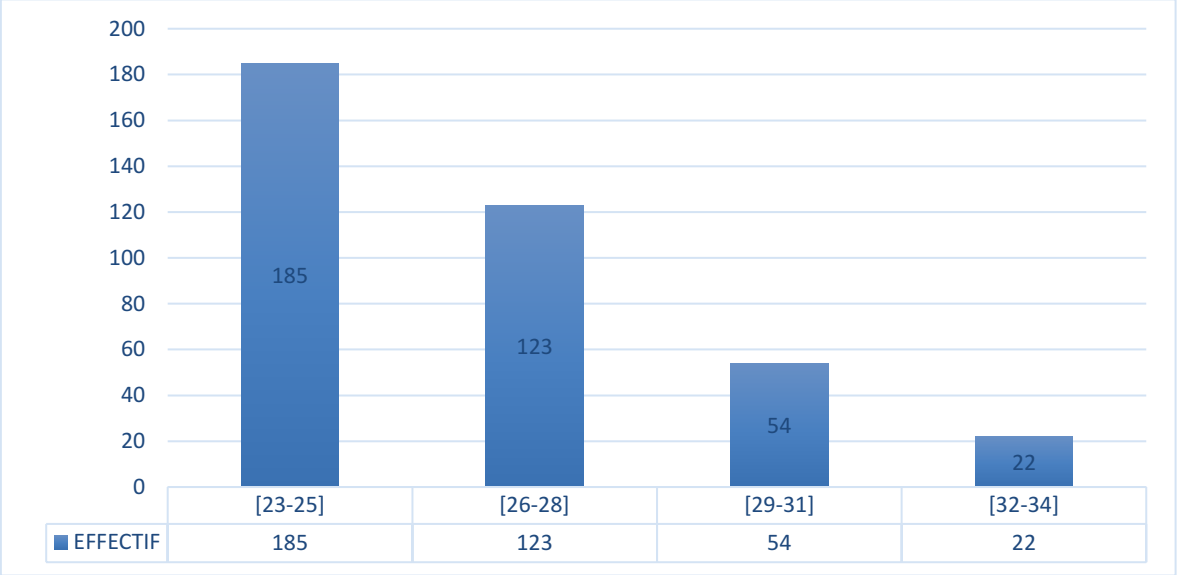
L'objectif est d'étudier les facteurs explicatifs du chômage des jeunes diplômés mais aussi ceux d'accès au premier emploi. Ayant fini les études entre 2005 et 2024. Au total, 384 personnes ont répondu au questionnaire. Ils ont un âge compris entre 25 ans et 50 ans, la grande tranche étant concentrée entre 30 et 35 ans.

De statistiques fournies par Google forms, d'autres tableaux synthèses et traitements ont été obtenus avec des fonctions de Microsoft Excel, puis transcrit sur Word.

2. Resultats

2.1 Répartition des jeunes diplômés selon l'âge

Le graphique 1 nous donne des indications sur la répartition des enquêtés selon l'âge.



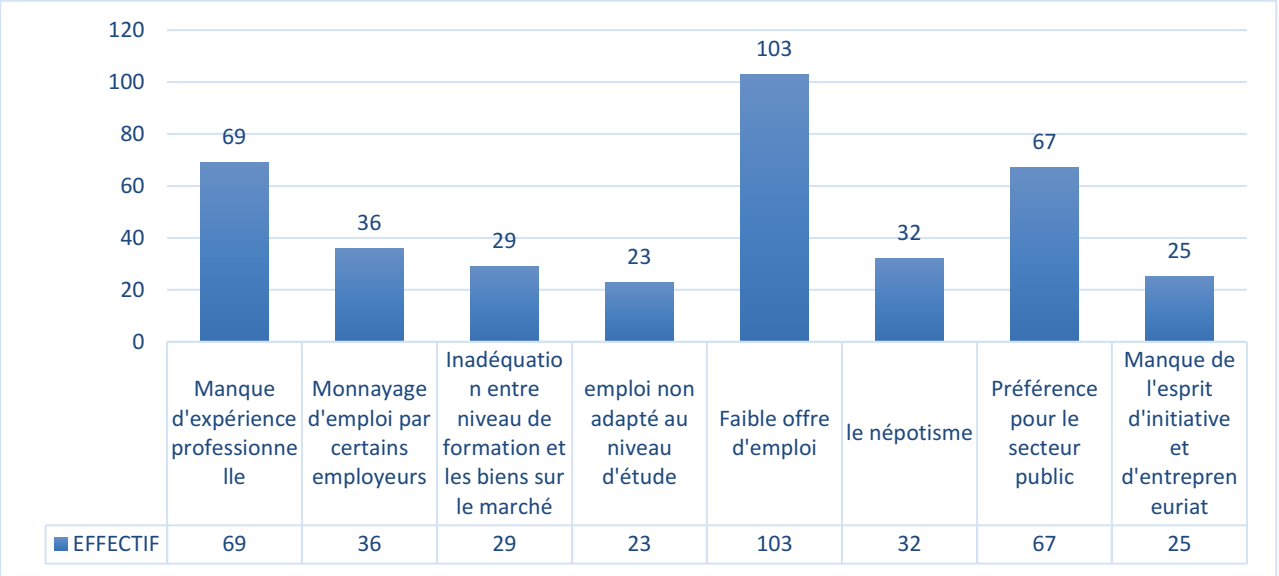
Source : Enquête personnelle, 2025

Près de la moitié (48,2%) des jeunes ayant répondu à l'enquête ont l'âge compris entre 23 et 25 ans. Les 26 à 28 ans représentent 32,03% des enquêtés. Les 29 à 31 ans représentent 14,06%. Les 32 à 34 ans sont faiblement représentent au sein de l'échantillon avec 5,72%.

2.2. Facteurs explicatifs du chômage chez les jeunes diplômés en Mbujimayi

De manière explicite, certains auteurs citent l'absence d'une politique nationale de création des emplois, la non mise en retraite des agents et fonctionnaires éligibles à la retraite, le tribalisme et appartenance politique, le manque d'esprit d'initiatives et d'entrepreneuriat, etc. De manière non exhaustive, la présente étude a retenu quelques-unes d'après les avis des personnes interrogées en réponse à la question de savoir quels facteurs expliquent le chômage des jeunes diplômés dans la ville de Mbujimayi. La pondération de différentes variables donne les résultats ci-dessous :

Graphique 2 : Facteurs explicatifs du chômage des jeunes diplômés dans la ville de Mbujimayi



Source : Enquêtes personnelle, 2025

Majoritairement de sexe masculin soit 74%, ils ont un grade académique de licence, soit environ 90%, les non gradués représentant environ 5%. Faible offre d'emploi est l'effectif des réponses les plus élevées, suivi par manque d'expérience professionnelle, et préférence pour le secteur public. Les autres variables comme le monnayage d'emploi et le népotisme sont cités.

Plusieurs facteurs expliquent le chômage des jeunes diplômés avec différentes pondérations selon qu'ils sont reconnus ou non comme facteur-clé. Ils peuvent être regroupés en quelques traits explicatifs du chômage dont une absence d'initiation à l'entrepreneuriat chez les jeunes diplômés ; le népotisme et une absence de politique générale nationale de création de l'emploi.

Le niveau de formation de certains ne répond pas exactement aux besoins du marché de l'emploi, Ainsi, face aux limites de la formation scolaire, il est important de mettre en place un nouveau modèle formatif susceptible de concilier la logique des entrepreneurs et celle de l'école, l'apprentissage professionnel et la formation scolaire.

Dans la même logique, certains sont en chômage par manque d'expérience professionnelle exigée par le marché de l'emploi, lorsqu'il leur est exigé un curriculum vitae dit enrichi

d'expériences d'un minimum de cinq ans. L'accès à l'emploi est plus favorisé par l'ancienneté sur le marché du travail plutôt que par le niveau de diplôme. À propos, les nouveaux diplômés sont exposés au chômage que les plus anciens qui ont déjà eu un premier emploi par la valorisation des expériences professionnelles.

La non-compétitivité des universitaires qui ronge donc l'efficacité du système éducatif congolais peut s'expliquer par certains facteurs qui ont eu, au cours du temps, un impact négatif sur son rendement. Parmi eux, certains concernent la qualité de l'enseignement à travers son programme et la manière dont celui-ci est mis en œuvre tandis que d'autres se focalisent sur les infrastructures de la formation, le profil des enseignants et apprenants, etc. De manière globale, parmi les plus saillants figurent le financement du système éducatif, son organisation institutionnelle, les conditions de l'enseignement, les programmes et les contenus de la formation… De même, dans certains milieux, les institutions universitaires sont devenues plus nombreuses qu'elles courent à la recherche des effectifs au détriment de la qualité de l'enseignement. À l'instar de l'ensemble du système scolaire, elle semble tourner sur elle-même, coupée de sa finalité sociale et du service communautaire qu'on est en droit d'en entendre ». C'est ce qui explique d'ailleurs le fait que certains cadres universitaires, dotées de connaissances trop théoriques, manquent aussi plusieurs compétences entrepreneuriales pour lancer une start-up après leurs études.

2.3. Forte croissance de la population estudiantine mais moins compétitive

Le système éducatif congolais encourage toujours les jeunes à obtenir un diplôme de niveau très élevé. Même avant son arrimage au système LMD, sa structure va du certificat d'études primaires au diplôme de doctorat avec une moindre attention aux formations intermédiaires professionnelles. Caractérisé par une prolifération des institutions d'enseignement tant primaire que secondaire et universitaire, chaque année, elles octroient des diplômes à leurs finalistes. Cependant, cette prolifération s'accompagne d'une grande crise de l'emploi et un accroissement du taux de chômage. D'un côté les diplômés sont beaucoup plus nombreux que les emplois disponibles, de l'autre, les entrepreneurs sont beaucoup plus réticents à engager les jeunes diplômés. Car, si les emplois disponibles ne sont pas quelques fois adaptés au niveau d'études, le niveau de formation de certains ne répond pas exactement aux besoins du marché de l'emploi.

2.4.Manque d'initiation à l'entrepreneuriat chez les diplômés d'universités

Certains diplômés expliquent le chômage par le manque de moyens pour lancer une stat- up. Pour d'autres, le manque d'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat est criant. Ainsi, la plupart des universitaires sont formés plutôt pour le chômage que pour l'emploi. D'où l'expression stigmatisante en *Kinande, « e français sirighula vwavu »* (le français sous-entendre l'intellectuel- n'achète pas la boisson – le diplôme n'est pas nécessairement signe d'argent ou de richesse).

Ceci s'explique par le fait que la plupart des enseignements universitaires, essentiellement théoriques et dogmatiques, ne prévoient pas dans les différents curricula le volet entrepreneuriat et l'insertion socioprofessionnelle. De ce fait, créer une entreprise n'est pas à la portée des diplômés d'université. Car, les enseignements qui y font référence apprennent plutôt à gérer théoriquement une entreprise qu'à la créer. Ainsi, certains étudiants quittent l'université en disposant presque seulement des connaissances qu'ils sont incapables d'utiliser pour résoudre des problèmes quotidiens.

Aujourd'hui, non seulement l'entrepreneuriat est considéré comme un levier important pour faire face à un nouveau contexte concurrentiel ; mais également il est considéré comme un vecteur d'innovation et d'efficacité économique et comme un puissant créateur d'emplois.

Les activités entrepreneuriales peuvent être tant du secteur formel qu'informel. Dans un premier moment, un caractère informel arrange plusieurs individus. L'emploi informel occupe une part importante et croissante du marché du travail mondial. Offrant plusieurs opportunités économiques, ce secteur contribue à la richesse nationale et à la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus. Il est donc important que les jeunes diplômés en découvrent les avantages en l'exploitant davantage. Cependant, certains diplômés préfèrent rester en chômage que d'occuper un emploi informel ou mal rémunéré (61%) des répondants. Ce qui conduit malheureusement certains employeurs à dévaloriser le diplôme jusqu'à préférer les moins diplômés qui sont moins exigeant en termes de rémunération.

2.5.Absence de politique générale nationale de création des emplois

L'absence de politique générale de création d'emplois au niveau national figure aussi parmi les facteurs explicatifs du chômage. Les tares observées dans l'accès à l'emploi en sont une conséquence. Pendant que plusieurs diplômés préfèrent un emploi dans le secteur public, celui-ci ne prévoit pas une politique de création de nouveaux emplois, d'insertion professionnelle de

nouveaux diplômés et de mise en retraite des fonctionnaires âgés. Ce qui maintient les jeunes dans le chômage. Une bonne politique de relève permet de connaitre le nombre de diplômés chaque année académique, les candidats à la retraite et le nombre de postes disponibles pour l'emploi.

Dans un environnement où l'accès à la plupart des emplois est conditionné à l'appartenance politique, au clientélisme, aux accords politiques, il est difficile d'établir des critères objectifs qui permettent de réguler le marché du travail en garantissant une rencontre équilibrée entre la demande de travail des entreprises et l'offre de travail des travailleurs. Ce qui ne permet pas d'assurer un emploi de qualité à tout individu qui désire de l'obtenir selon ses compétences. Ainsi, dans le pays, il est très difficile de trouver des jeunes diplômés qui occupent des postes bien rémunérés dans les banques, les régies financières, les entreprises publiques ou qui sont des entrepreneurs… On ne retrouve plus facilement que les jeunes diplômés désœuvrés.

2.6.Manque d'expérience professionnelle

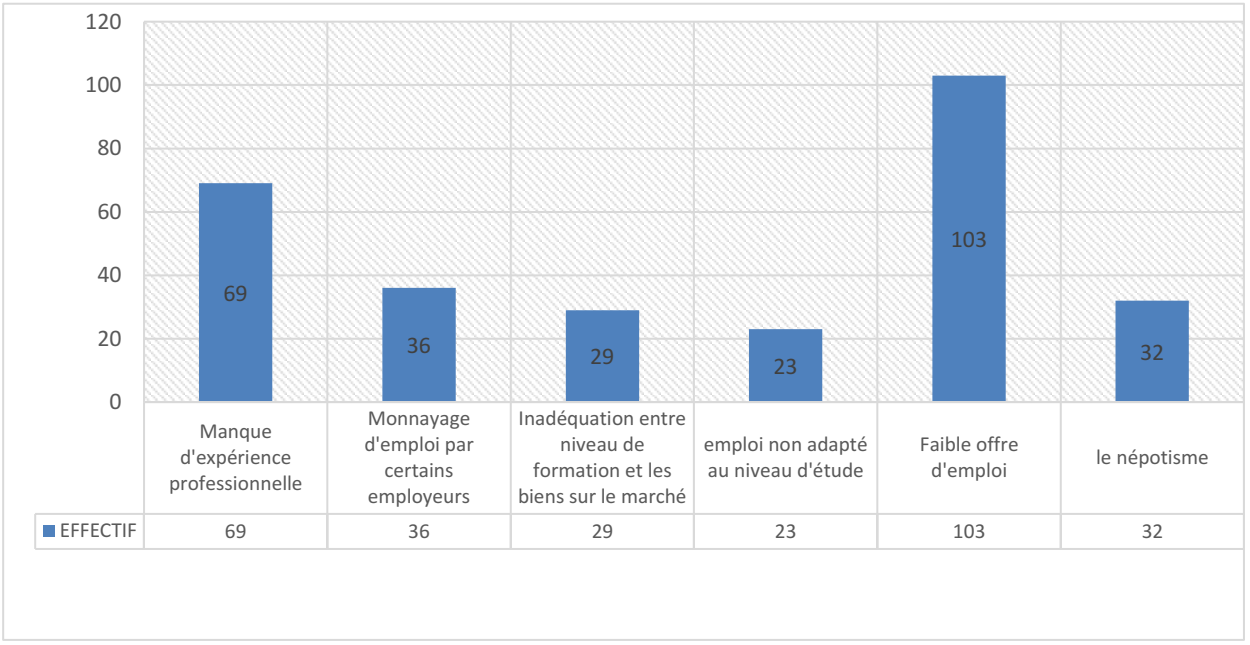
Dans la même logique, certains sont en chômage par manque d'expérience professionnelle exigée par le marché de l'emploi ; lorsqu'il leur est exigé un curriculum vitae dit enrichi d'expériences d'un minimum de cinq ans. L'accès à l'emploi est plus favorisé par l'ancienneté sur le marché du travail plutôt que par le niveau de diplôme. À propos, les nouveaux diplômés sont exposés au chômage que les plus anciens qui ont déjà eu un premier emploi par la valorisation des expériences professionnelles. La non-compétitivité des universitaires qui ronge donc l'efficacité du système éducatif congolais peut s'expliquer par certains facteurs qui ont eu, au cours du temps, un impact négatif sur son rendement. Parmi eux, certains concernent la qualité de l'enseignement à travers son programme et la manière dont celui-ci est mis en œuvre ; tandis que d'autres se focalisent sur les infrastructures de la formation, le profil des enseignants et apprenants, etc.

De manière globale, parmi les plus saillants augurent le financement du système éducatif, son organisation institutionnelle, les conditions de l'enseignement, les programmes et les contenus de la formation… De même, dans certains milieux, les institutions universitaires sont devenues plus nombreuses qu'elles courent à la recherche des effectifs au détriment de la qualité de l'enseignement. Les evaluations y sont alors de complaisance.

2.7.Déterminants de l'accès au premier emploi

Les diplômés interrogés dans cette étude reconnaissent le rôle primordial du diplôme pour accéder à l'emploi. Pour près de la moitié, la formation académique a favorisé leur accès au premier emploi. Les expériences professionnelles, les formations complémentaires et les promotions éventuelles sont généralement valorisées durant le parcours professionnel et interviennent souvent pour l'accès aux autres emplois. Toutefois, d'autres éléments y interviennent tel le népotisme, les compétences professionnelles en soumissionnant à une offre, et les relations personnelles en contactant directement l'employeur. Ce qui est exprimé dans le graphique ci-après :

Graphique 3 : Déterminants de l'accès au premier emploi des jeunes diplômés dans la ville de Mbujimayi



Source : Enquête personnelle, 2025

Le fait que presque la plupart des diplômés a déjà connu au moins une année de chômage signifie que le diplôme ne suffit pas à lui seul pour assurer l'accès à l'emploi. Au-delà de la qualification, le monde du travail exige d'autres conditions ci-haut évoquées. Aussi d'autres stratégies sont souvent développées par les diplômés pour assurer leur insertion professionnelle. Il s'agit, par exemple, de l'insertion dans ce qu'on appelle le « cercle des grands » influenceurs de certains employeurs, l'appartenance à des partis politiques ou communautés religieuses, la demande d'un stage bénévole, etc.

Revenant à l'importance du diplôme, l'institution ou l'université fréquentée et la faculté ou la filière d'étude peuvent favoriser l'accès facile à l'emploi. Ainsi, ont-ils présenté quelques filières de formation où l'accès à l'emploi est soit facile soit difficile. Si la tendance a été de privilégier les filières techniques qui permettent d'orienter les diplômés vers les métiers libéraux, plusieurs découragent les filières qui ne permettent pas aux ressortissants de se lancer dans l'emploi en autonome. Ils citent par exemple, les sciences sociales, politiques et administratives. Par contre, d'autres pensent que toutes les filières peuvent être prometteuses pourvu que chacun exploite les opportunités d'emploi qui s'y présentent.

2.8. Rôle de l'entrepreneuriat comme une alternative au sous-emploi des diplômés

Il est question de militer pour leur employabilité surtout comme un travailleur autonome et/ou indépendant. En raison de l'évolution du monde du travail qu'ils intégreront après les études, les étudiants doivent être à même de comprendre et d'intégrer une dimension économique, voire entrepreneuriale, dans leurs démarches professionnelles. Une sensibilisation à l'entrepreneuriat peut les amener à envisager de créer une activité nouvelle, créatrice de valeur et d'emplois, ou tout simplement à prendre leur avenir professionnel en main. Les grandes entreprises, les ONG, les pouvoirs publics… recherchent également des jeunes diplômés entreprenants. La société, dans son ensemble, a besoin d'individus ayant l'esprit d'entreprendre.

3. Discussion des resultats

En considérant les résultats des enquêtes 1-2-3 effectuées en RDC de 2004 à 2005 (INS, 2014), il est à signaler que 11,3% de docteurs, 10,74% de gradués et 9,27% de licenciés sont au chômage. De ce fait, les occupés, c'est-à-dire la population employée, se retrouvent confinés dans des emplois de qualité souvent critiquables et très peu stables. En plus, d'après ces mêmes enquêtes, une analyse des chômeurs dans les groupes d'âges en relation avec le diplôme le plus élevé, met en évidence des taux de chômage très élevés dans les rangs des jeunes (25-34 ans). En effet, les graduats représentent un taux de chômage de 20,75%, les licenciés en représentent 21,38% et enfin 21% pour les docteurs. Il s'en suit de ce qui précède, les enquêtes ont également considéré les chômeurs par rapport au niveau d'études atteint : les non formels 10,52%, les secondaires 5,32% et les universitaires 9,73%.

Plusieurs facteurs expliquent le chômage ou la faible insertion professionnelle des jeunes diplômés (Atilambisa et al., 2019 ; Mbaz Rumang, 2022 ; Mwana, 2022). Ils sont classés en facteurs institutionnels, économiques et démographiques, individuels, éducatifs, sociaux,

culturels, religieux, etc. Quitte à Ricardo Kaniama (2020, p. 145) d'en cristalliser l'intrigue : « Le seul fait d'avoir un bon diplôme ne suffit pas pour avoir un travail décent ». Ce qui n'interroge pas moins le rôle de l'école, voire la validité des diplômes octroyés face au marché du travail et, *in fine*, l'adéquation entre la formation scolaire et les exigences professionnelles des emplois.

En conséquence, comme le constate Richard Mugaruka Mugarukira - Ngabo (2002, p. 5), « pédagogiquement introvertie, l'université africaine produit de nombreux lauréats condamnés, pour une bonne part, au sous-emploi, au chômage ou à l'improductivité. C'est dans cette optique que la plupart des gouvernements, écrit Frank Janssen (Janssen & Julien, 2016, p. 19), insistent d'ailleurs sur la nécessité de sensibiliser davantage les étudiants à l'entrepreneuriat afin de stimuler la création de valeur et, par conséquent, le développement économique.

En reprenant les phrases d'Yvon Gasse (2011, p. 22),en traitant de la démarche entrepreneuriale au niveau de l'Université de Laval, la démarche intégrée de l'entrepreneuriat vise à « transmettre aux étudiants l'esprit entrepreneurial et les valeurs s'y rattachant ; consolider et développer la formation, la recherche et les services en entrepreneuriat ; supporter l'ensemble des types d'entrepreneuriat ; instaurer une démarche d'accompagnement personnalisée de l'idée à la réalisation du projet et avoir des liens forts avec les milieux ».

De manière concrète, insiste-t-il, il s'agit d'abord de former des étudiants aptes à devenir non seulement des entrepreneurs capables de reconnaître et saisir les nouvelles occasions d'affaires mais aussi et surtout des agents de changement qui pourront travailler dans les organisations existantes et contribuer à leur renouvellement.

Toutefois, pour la réussite de cet entrepreneuriat, le goulot d'étranglement reste le climat des affaires en vue de mitiger les procédures administratives de création d'entreprises lesquelles, couplées à la corruption et aux tracasseries administratives, découragent souvent les investisseurs et les jeunes entrepreneurs.

La politique d'atténuation du degré de chômage, elle doit être multidimensionnelle d'après Claude Sumata (2020, p. 10-11) en visant certains éléments comme l'assainissement du climat des affaires, la coopération multilatérale, la qualité du système éducatif, la promotion des PME et la microfinance, la formation et appui aux jeunes entrepreneurs pour assurer la viabilité des startups et PME naissantes.

Le manque d'esprit d'entreprise oblige certains jeunes diplômés à occuper n'importe quel emploi qui se présente pourvu d'échapper au chômage car comme le reconnait François Dubet (Dubet, 2006), « la précarité du travail est préférable au chômage, même si elle n'est pas forcément économiquement rentable ».

En paraphrasant, Etienne Bourgeois et Gaëtane Chapelle (2011, p. 153-154), il est plus question de meubler l'esprit des étudiants de connaissances inertes ou de savoirs morts. Dans la plupart de cas, la formation est trop théorique et trop basée sur une sorte d'élitisme ne formant plus pour l'emploi directement ou mieux pour transformer ceux qui sont formés.

Face à la précarité des emplois, l'une des meilleures voies qui permettront de soustraire les universitaires de la nasse de la pauvreté reste l'entrepreneuriat. Comme l'affirment Amine Guenoun et ses collègues (Guenoun et al., 2017, p. 67), l'entrepreneuriat est de plus en plus considéré comme l'un des leviers stratégiques à la création des emplois et des richesses au niveau d'une nation. Il est devenu, aujourd'hui, un enjeu majeur pour plusieurs pays à cause de son rôle primordial dans le développement économique et la réduction de la pauvreté. Aux dires de Moustapha Bachiri (2016, p. 110), revenant sur le rôle capital de l'entrepreneuriat, celui-ci est devenu un phénomène économique et social important, un sujet de recherche ainsi qu'un domaine d'éducation et d'enseignement

Il s'agit concrètement, comme le proposent certains auteurs (Aeberhardt et al., 2011, p. 153), de réduire le coût du travail pour les employeurs pour compenser le déficit d'expérience professionnelle des jeunes, accroître leur qualification pour améliorer leurs chances d'accès à l'emploi. Une autre panacée plus pratique consiste à la sensibilisation des étudiants et des enseignants aux principes fondamentaux de la création et de la gestion d'une entreprise. En sens, au-delà de la refondation du système éducatif universitaire, favoriser l'esprit d'entreprise ou l'entrepreneuriat chez les étudiants permettra de réduire le chômage des diplômés.

Conclusion

Le système éducatif congolais a toujours encouragé les jeunes à obtenir des diplômes de niveau supérieur. Malheureusement ces derniers se retrouvent en chômage suite à l'inadéquation qualitative et quantitative entre l'offre du travail et les besoins du marché. D'un côté, on rencontre un nombre élevé des diplômés par rapport aux emplois créés.

Lorsque certains emplois sont disponibles, certains ne recourent pas aux cadres universitaires hautement qualifiés en engageant les moins qualifiés ou encore certains diplômés ne réalisent pas les exigences des postes disponibles. D'où le cercle vicieux du chômage des jeunes diplômés, l'investissement en capital humain n'étant plus rentable au profit parfois du capital social et des pratiques déviantes d'accès à l'emploi dont le clientélisme, la corruption et autres pratiques maffieuses et malsaines d'emplois sexuellement acquis. Ce qui oblige les universitaires au chômage ou alors à exercer des emplois peu valorisant.

Pour diminuer le chômage des jeunes diplômés, il importe de maintenir une forte croissance économique et une amélioration du système d'éducation et de formation en l'adaptant aux besoins du marché. Face au chômage généralisé des jeunes, certaines mesures de politique de l'emploi favorisant leur insertion professionnelle préconisent des formations en alternance, les parcours individualisés d'accompagnement vers l'emploi.

En dernière analyse, la RDC a besoin d'une éducation basée sur les incitations à la création des richesses plutôt qu'à la redistribution. Cette dernière caractérise une société où l'école est perçue plutôt de pourvoyeur d'emploi qu'un mécanisme de création de l'emploi. Au lieu de servir à la création de la richesse, les diplômes de grande facture servent à accéder à des bons postes. Quand le gouvernement ne sait pas planifier l'avenir en anticipant les problèmes auxquels devra faire face le système éducatif, celui-ci ne constitue donc pas la solution mais plutôt le problème à résoudre. William Easterly (2006, p. 106) le reconnait d'ailleurs en ces termes : « La qualité de l'instruction n'est pas là même dans une économie confrontée à des incitations à investir dans l'avenir que dans une économie qui en est dépourvue ». Si le Congo a besoin d'une main-d'œuvre qualifiée pour son développement, l'amélioration de la qualité et de la compétitivité de son enseignement implique les efforts de moult experts en vue de mettre à niveau le programme de l'éducation. À travers les ministères de tutelles de l'éducation nationale, les promoteurs des écoles et le gouvernement comprendront la nécessité d'ériger des écoles techniques et de formation professionnelle à travers le pays, dans un système de territorialisation de l'enseignement selon les besoins et les potentialités productives de chaque zone, pour former cette main d'œuvre.

En conclusion, le chômage des jeunes diplômés dans la ville de Mbujimayi, en RDC, est un problème complexe qui nécessite des actions concertées de la part du gouvernement, des institutions éducatives et des acteurs du secteur privé.

Références bibliographiques

Aeberhardt, R., Crusson, L., & Pommier, P. (2011). Les politiques d'accès à l'emploi en faveur des jeunes : Qualifier et accompagner. France, portrait social, 153-172.

Atilambisa, F. E., Asaka, J. A., Yenga, J. S., Omba, J. A., Mputu, T. B., Ayomba, S. B., Ilonge, E. L., & Ikando, I. N. (2019*). Causes et conséquences du chômage des cadres universitaires dans la ville de Kisangani.* 4(8), p.12.

Aeberhardt, R., Crusson, L., Pommier, P. (2011). Les politiques d'accès à l'emploi en faveur des jeunes : Qualifier et accompagner. France, portrait social, 153-172.

Bachiri, M. (2016). Les déterminants de l'intention entrepreneuriale des étudiants, quels enseignements pour l'université marocaine ? *Management & Avenir*, *N° 89*(7), 109-127. https://doi.org/10.3917/mav.089.0109

Bolito L. R., 2014, *Economie du travail,* notes de cours, *2ème* licence/*Economie*. Faseg. Unikin, RD Congo.

Boudarbat, B., et Chernoff, V., 2009, The Derminants of Educatio-Job Match among Canadian university graduates. *Iza discussion paper, n° 4513, Institute for the study of labor, Bonn.*

Bourgeois, É., & Chapelle, G. (2011). Apprendre et faire apprendre (Nouvelle éd. mise à jour). Presses universitaire de France.

Dubet, F. (2006). Injustices : L'expérience des inégalités au travail. Editions du Seuil.

Easterly, W. (2006). Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ? Éd. d'Organisation.

Gasse, Y. (2011). « Un modèle de la démarche entrepreneuriale : Le cas de l'Université Laval. »

Guenoun, A., Segueni-Djamane, N., & Benyahia-Taibi, G. (2017). L'intention entrepreneuriale chez les étudiants : Enquête auprès d'un échantillon d'étudiants de l'université d'Oran 2. *Les Cahiers Du Cread*, *33*(121), Art. 121. https://doi.org/10.4314/cread.v33i121

Institut National de la Statistique, résultats de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et sur la consommation des ménages, Kinshasa, 2014, p.164

Kaniama, R. (2020). *La Chèvre de ma mère. Le secret de la prospérité financière* (International Success Training Center). ISTC.

Lututala B., 2002, *Capacités nécessaires pour l'accès à l'emploi en Afrique subsaharienne,* results for development institute.

Mambou P. F., 2006, *Stratégies de l'insertion des jeunes de la ville de Yaoundé,* Mémoire du 2ème cycle, Institut sous- régional de statistique et d'économie appliquée.

Ministère du Plan de la RDC, *rapport national : emploi des jeunes en République Démocratique du Congo*, 2021

Mugarukira- Ngabo, R. M. (2002). Université africaine du troisième millénaire de l'extraversion à l'inculturation des contenus des cours et des stratégies pédagogiques : Implications d'une recherche-action. Facultés catholiques de Kinshasa. https://books.google.cd/books?id=j2ElAQAAIAAJ

Norro M., 1969, *Civilisation et développement : le rapport Universitaire et développement du Congo,* études des congolais, Vol XII, n° 1, pp.82-86

Sumata, C. (2020). Emploi des jeunes et dynamique de l'entrepreneuriat en RD. Congo : Une évaluation des mécanismes d'auto-emploi. L'Observatoire de la Francophonie économique (OFE), en ligne sur http://ofe. Montréal.